



B

Concours : CCA / Première promotion 2015-2016

Consignes (OCM) :

- Identifiez-vous dans le formulaire de réponses par votre nom et prénom ainsi que par votre Code de candidat,
- Dans le formulaire de réponses, vous devez choisir une (ou plusieurs) réponse (s) parmi les choix possibles et cocher la (ou les) case(s) correspondante(s).
- Répondez à l'aide du *formulaire de réponses*.
- Rendez ce questionnaire en même temps que le formulaire de réponses.
- Durée du test complet : 1h30.
- > Il vous est recommandé de bien lire l'énoncé de chaque question ainsi que l'ensemble des réponses possibles.
- > Pour répondre mettez un signe distinctif devant chaque réponse choisie dans le formulaire de réponses.
- > Attention : une ou plusieurs réponse(s) sont possible(s).

Barème de l'épreuve: Réponse (ou proposition) juste = 1 point ; Réponse (ou proposition) fautive = - 1 point ; Pas de réponse (ou proposition) = 0

Dossier : Audit et contrôle interne

Q 1. l'audit légal est un audit qui est:

- A. effectué par le Commissaire Aux Comptes (CAC) quelque soit la forme juridique de l'entreprise,
- ☒ B. effectué par le CAC pour les SA indépendamment du chiffre d'affaire,
- C. effectué par le Commissaire Aux Comptes pour les SARL dont le CA est inférieur à 50 Millions de dirhams,
- D. exercé par un service dépendant de la direction et indépendant des autres services,

Q 2. l'audit opérationnel est un audit qui :

- A. permet d'évaluer le contrôle interne de l'entreprise,
- B. permet de réviser les comptes de l'entreprise,
- C. permet de s'assurer de la réalité et de la qualité de l'information contenue dans les états financiers,
- ☒ D. permet d'apprécier les performances de toutes les fonctions de l'entreprise,

Q 3. l'audit comptable et financier est prioritairement un audit qui :

- ☒ A. permet de s'assurer de la réalité et de la qualité de l'information contenue dans les états financiers,
- ☒ B. permet d'évaluer le contrôle interne de l'entreprise,
- C. ne permet pas de réviser les comptes de l'entreprise,
- D. permet d'apprécier les performances de toutes les fonctions de l'entreprise,

Q 4. dans le domaine de l'audit comptable et financier, les éléments probants sont :

- A. les comptes annuels : notamment le bilan et l'ESG,
- B. Les biens et services de l'entreprise audité,
- ☒ C. les informations obtenues par l'auditeur pour fonder son opinion,
- D. Les documents justificatifs,

Q 5. En audit comptable et financier, l'exhaustivité des enregistrements signifie :

- A. les transactions enregistrées sont arithmétiquement correctes,
- ☒ B. les transactions ont été enregistrées dans la bonne période et sans aucune coupure des enregistrements,
- C. les actifs et les passifs existent à la date de clôture,
- D. toutes les transactions et événements qui se sont produits et qui auraient dû être enregistrés l'ont bien été,

Q 6. Parmi les méthodes les plus utilisées pour faire un examen analytique des comptes :

- * A. la loi de Student, {
- ☒ B. La méthode des ratios,
- C. la méthode Samouëlson,
- ☒ D. La méthode des ratios,

Q 7. Le produit à auditer dans le cadre de l'audit comptable et financier signifie :

- A. l'organisation de l'entreprise,
- B. les biens et ou services de l'entreprise,
- C. le compte « fournisseurs » et compte « clients »
- ☒ D. les comptes annuels de l'entreprise,

Q 8. En audit, le secret professionnel ou la norme de confidentialité a trait :

- A. à la bonne planification et programmation des missions d'audit,
- B. à l'indépendance de l'auditeur,
- ☒ C. Au respect de la valeur et de la propriété des informations,
- D. à l'intégrité de l'auditeur,

Q 9. La conformité du produit aux normes est une notion :

- A. qui prend en considération un certain seuil de tolérance,
- B. absolue,
- C. non relative,
- D. n'est pas du tout un élément prioritaire dans les audits comptables et financiers,

- B. $P = 95,8\%$,
 C. $P = 85,8\%$,
☒ D. $P = 85,8\%$.
- Q 20. la base d'imposition au titre de la TVA à l'import est constituée généralement des éléments suivants :
- A. le prix des marchandises importées.
 B. la valeur en douane augmentée des Montants du droit de douane et de la Taxe Parafiscale d'importation.
 C. la valeur en douane.
 D. la valeur en douane augmentée des Montants du droit de douane et de la Taxe Parafiscale d'importation.
- Q 21. L'entreprise « SALIMI » soumise au régime des encaissements au taux de TVA de 20%, règle en mars par chèque barré non endossable (CBNE) des factures d'achat de matières premières pour un montant de 2 460 000 dhs dont 410 000 dhs de TVA.
- A. la TVA de 410 000 dhs n'est pas déductible en mars.
 B. la TVA de 410 000 dhs est déductible en avril.
 C. la TVA de 410 000 dhs est déductible à 50% en mars.
☒ D. la TVA de 410 000 dhs est totalement déductible en mars.
- Q 22. La TVA due au titre du mois de mai 2014 doit être déclarée accompagnée du chèque de paiement :
- A. au plus tard 31 Mai 2014 à la perception du quartier,
 B. au plus tard 19 juin 2015 à la perception du quartier,
 C. avant le 31 Mai 2014 à la perception du quartier,
☒ D. avant le 20 juin 2014 à la perception du quartier.
- Q 23. les centres de coordination des sociétés non résidentes sont :
- A. toutes les réponses sont fausses,
 B. la Ligue nationale de lutte contre les maladies cardio-vasculaires,
 C. le Fonds OXYGÈNE,
 D. le SAMEX.
- Q 24. les établissements publics à caractère administratif qui réalisent des opérations à caractère lucratif,
- A. ne sont pas prévus par le code des impôts,
 B. sont exclus du champ d'application de l'IS,
 C. sont exonérés de l'IS,
 D. sont passibles de l'IS.
- Q 25. Dans la société anonyme « flash frères », le total des intérêts fiscalement déductible est de :
- A. 52 000,
 B. 62 000,⁴
 C. 32 000,
 D. 42 000.
- Q 26. L'entreprise « Haltam » a acquis le 1^{er} janvier 2013 par l'intermédiaire de la société « Attijori Bail » une voiture de tourisme via un contrat de bail qui s'étale sur 5 ans. Le prix TTC de cette voiture est estimé à : 420 000 dhs. La société B règle une

redevance trimestrielle de 29 000 dhs. Le montant de la charge à réintégrer est de :

- A. 14 000 dhs.
 B. 30 000 dhs.
☒ C. 24 000 dhs.
 D. 34 000 dhs.
- Q 27. Au titre de l'IR, les déductions pour charges de famille concernent entre autres les enfants comme suit:
- A. Les enfants quelque soit leur âge,
 B. Les enfants infirmes jusqu'à l'âge de 25 ans,
 C. Les enfants dont l'âge est ≤ 21 ou ≤ 25 ans s'ils justifient de la poursuite des études,
☒ D. Les enfants dont l'âge est ≤ 21 ou ≤ 27 ans s'ils justifient de la poursuite des études.
- Q 28. Les déductions pour charges de famille concernent entre autres les enfants comme suit:
- A. Les enfants quelque soit leur âge,
 B. Les enfants infirmes jusqu'à l'âge de 25 ans,
 C. Les enfants dont l'âge est ≤ 21 ou ≤ 25 ans s'ils justifient de la poursuite des études,
☒ D. Les enfants dont l'âge est ≤ 21 ou ≤ 27 ans s'ils justifient de la poursuite des études.

Dossier : Comptabilités et contrôle de gestion

- Q 29. Dans une entreprise, on cherche à minimiser le coût total d'approvisionnement. On vous communique les éléments suivants concernant le produit AB :
- Consommation : 300 lots en 360 jours.
 - Coût de passation : 405 dh par commande.
 - Coût du stockage : 0,10 dh par jour et par lot.
- Selon le modèle de Wilson, pour que le coût total soit minimum, q : la quantité à commander (q) est de :
- A. 78 unités environ
 B. 80 unités environ
 C. 85 unités environ
☒ D. 82 unités environ
- Q 30. Dans une entreprise, on cherche à minimiser le coût total d'approvisionnement. On vous communique les éléments suivants concernant le produit AB :
- Consommation : 300 lots en 360 jours.
 - Coût de passation : 405 dh par commande.
 - Coût du stockage : 0,10 dh par jour et par lot.
- Selon le modèle de Wilson, pour que le coût total soit minimum, la durée entre deux commandes (d) est de :
- A. 70 jours
☒ B. 90 jours
 C. 70 jours
☒ D. 90 jours
- Q 31. Dans une entreprise, on cherche à minimiser le coût total d'approvisionnement. On vous communique les éléments suivants concernant le produit AB :
- Consommation : 300 lots en 360 jours.
 - Coût de passation : 405 dh par commande.
 - Coût du stockage : 0,10 dh par jour et par lot.
- Selon le modèle de Wilson, pour que le coût total soit minimum, le nombre de commandes (N) est de :
- A. 6 commande environ
 B. 2 commandes environ
☒ C. 8 commandes environ

D. 6 commandes environ

Q 32. Les entrées en stock des matières premières, des marchandises et des approvisionnements s'évaluent :

- A. Au prix d'achat
- ☒ B. Au coût d'achat
- C. Au coût de production
- D. Au coût de distribution

Q 33. Les charges non incorporables :

- A. ont pour effet de diminuer le résultat analytique
- ☒ B. doivent être ajoutées au résultat global analytique pour retrouver le résultat de la comptabilité générale
- C. doivent être retranchées du résultat global analytique pour retrouver le résultat de la comptabilité générale
- D. ont pour effet d'augmenter le résultat analytique

Q 34. Une pizzeria possède en plus de son local commercial, plusieurs locaux à usage commercial qu'elle loue à des professions libérales. La société a calculé le coût de ses pizzas. Les charges concernant les locaux qu'elle loue, qui sont de même nature que celles de la pizzeria (eau, gaz, électricité, taxe foncière...), sont des charges :

- ☒ A. incorporables
- B. non incorporables
- C. supplétives
- D. corporables

Q 35. Les centres d'analyse regroupent :

- ☒ A. des charges directes et indirectes
- B. des charges variables uniquement
- C. des charges fixes uniquement
- D. des charges indirectes uniquement

Q 36. La méthode du coût de revient complet par centres d'analyse permet :

- A. de calculer la rentabilité apparente des valeurs
- B. d'avoir une mesure fiable de la rentabilité de chaque produit
- ☒ C. de calculer le coût de revient de chaque produit en le décomposant par grande fonction (approvisionnement, production, distribution)
- D. de prendre la décision d'abandonner un produit dont le résultat analytique est déficitaire

Q 37. La méthode (ABC) c'est :

- A. About Based comptability
- B. Analytic Based comptability
- C. Analytic Based Costing
- ☒ D. Activity Based Costing

Q 38. La méthode des « coûts complets » se différencie de la « comptabilité par activité » par les éléments suivants :

- A. La seconde n'aboutit pas à un coût comprenant l'ensemble des charges de l'entreprise.
- B. La seconde n'implique pas de répartition secondaires.
- C. La seconde tend à rendre « variables » des charges considérées comme fixes dans la première.
- D. L'existence de centres de regroupement dans la seconde assimilables aux centres d'analyse de la première.

Q 39. La répartition primaire correspond :

- ☒ A. à la répartition des charges indirectes du compte de résultat dans les centres d'analyse secondaires et principaux
- B. à la répartition des charges indirectes du compte de résultat dans les centres d'analyse principaux
- C. à la répartition des charges des centres auxiliaires dans les centres principaux
- D. à la répartition des charges directes du compte de résultat dans les centres d'analyse secondaires et principaux

Q 40. La comptabilité par activité :

- A. va automatiquement remplacer la comptabilité en coûts complets traditionnels
- B. est pertinente dans les entreprises qui produisent par lots des produits complexes
- C. fait partie de la comptabilité financière
- D. est pertinente dans les entreprises qui ne produisent pas par lots des produits complexes

Q 41. D'après la situation suivante, si le produit « C » était abandonné, le résultat serait de :

	Produit « A »	Produit « B »	Produit « C »	Total
Marge sur coût variable	102 000	144 000	- 8 000	218 000
- autres fixes communs				144 000
= Résultat				74 000

- A. 30 000
- B. 66 000
- C. 60 000
- ☒ D. 72 000

Q 42. L'indice de sécurité d'une société est de 0,30. Cet indice signifie que :

- A. la société est déficitaire
- B. la société sera bénéficiaire si son chiffre d'affaires est supérieur de 30% aux prévisions
- C. aucune réponse n'est correcte
- D. le chiffre d'affaires peut baisser de 30% sans que le résultat devienne déficitaire

Q 43. L'inducteur est l'unité de mesure de :

- A. L'activité
- B. La fabrication
- C. La gestion
- D. La rentabilité

Énonce des questions 44 à 47: Soit la facture suivante :

Fournisseur : S.A. : MOL		Béni Mellal le 27/01/2014	
		Facture N° 37247	
Client : S.A. S.A.F.A.			
Articles	Montant		
Marchandises (HT)	?		
TVA 20%	?		
Règlement par chèque			
Total TTC		962 400,00	

Q 44. Le montant des marchandises (HT), c'est :

- A. 1 154 880 dh
- B. 801 000 dh
- C. 801 000 dh
- ☒ D. 802 000 dh

Q 45. Le montant de la TVA, c'est :

- A. 149 543,2 dh
- B. 162 400,00 dh
- ☒ C. 160 400 dh
- ☒ D. 160 400 dh

Q 46. La facture N° 37247 : c'est une facture :

- A. d'avoir
- B. de droit
- C. de droit
- ☒ D. de dois

Q 47. La comptabilisation chez SA SAFA est :

A.				
6111	Achats de marchandises	802 000,00		
34552	Etat TVA récupérable/ charges	160 400,00		
4411	Fournisseurs		962 400,00	
B. Aucune écriture				
C.				
6111	Achats de marchandises	802 000,00		
34552	Etat TVA récupérable/ charges	160 400,00		
5141	Banque		962 400,00	
D.				
6111	Achats de marchandises	802 000,00		
34552	Etat TVA récupérable/ charges	160 400,00		
5141	Banque		962 400,00	

Q 48. Quelle est l'opération qui traduit le paiement des dettes aux organismes sociaux :

A. Ecriture A				
6174	Charges sociales			
4441	CHSS et AMO			
B. Ecriture B				
4441	CHSS et AMO			
6174	Charges sociales			
C. Aucune de ces réponses				
D. Ecriture D				
4441	CHSS et AMO			
5141	Banque			

Q 49. Un matériel d'une valeur de 450000 Dhs, acquis le 04/04/2010 amorti linéairement sur 5 ans. L'enregistrement à la fin de l'année 2015 est :

A. Ecriture A				
6193	Dotation d'Exploration aux Afs		67500	
2833	Amortissements de Matériel et outillage			67500
B. Ecriture B				
6593	Dotation non courante aux Afs		22500	
2833	Amortissements de Matériel et outillage			22500
C. Ecriture C				
6193	Dotation d'Exploration aux Afs		67500	
2833	Amortissements de Matériel et outillage			67500
D. Aucune de ces réponses				

Q 50. Lors d'une cession d'une immobilisation réglée à crédit de 15 mois. On doit le compter :

A. Ecriture A				
3481	Créances sur cessions des immobilisations			
731	P.C des immobilisations			
B. Ecriture B				
3487	Créances immobilisées			
731	P.C des immobilisations			
C. Ecriture C				
5141	Banque			
731	P.C des immobilisations			
D. Ecriture D				
3487	Créances immobilisées			
731	P.C des immobilisations			

Q 51. Le 18 juin 2015, une société y accorde à son salarié une avance de 2300 Dhs par chèque. L'écriture à cette date est :

A. Ecriture A				
6171	Rémunération du personnel		2300	
3431	Avances et acomptes au personnel			2300
B. Aucune écriture				
C. Ecriture C				
5141	Banque		2300	
3431	Avances et acomptes			2300
D. Ecriture D				
3431	Avances et acomptes au personnel		2300	
5141	Banque			2300

Q 52. Au 31/12/2014, une construction a une VG de 800 000 Dhs, une amort de 80 000 Dhs, un cumul de 240 000 Dhs l'écriture à cette date est :

A. Ecriture A				
6193	D.E.A des immobilisations corporelles	31/12/2014	240 000	
2832	Afs des constructions			240 000
B. Ecriture B				
6193	D.E.A des immobilisations corporelles	31/12/2014	80 000	
2832	Afs des constructions			80 000
C. Ecriture C				
2832	Afs des constructions	31/12/2014	80 000	
6513	VNA des immobilisations cédées			80 000
D. Aucune écriture				

Q 10. Un contrôle interne utile suppose trois conditions :

- A. qu'il soit motivé, justifié et agréable.
- B. qu'il soit motivé, appliqué et consolidé.
- C. qu'il soit défini, pratiqué et efficace.
- D. qu'il soit justifié, objectif et indépendant.

Q 11. toutes les propositions suivantes représentent des systèmes significatifs SAUF :

- A. Achats-clients.
- B. Trésorerie-recettes-dépenses.
- C. Achats-fournisseurs.
- D. compagnies d'assurances.

Q 12. Une entreprise investit un capital de 1 000 000 dhs à l'époque 0. Les équipements ainsi acquis produiront les cash-flow suivants:

Années	Cash-flow
1	200 000
2	300 000
3	350 000
4	250 000
5	200 000

L'indice de profitabilité non actualisé est-il de :

- A. 1,10
- ☒ B. 1,30
- C. 1,20
- ☒ D. 1,30

Q 13. Pour réaliser ses travaux dans le cadre d'une mission portant sur les comptes consolidés, le CAC peut-il utiliser :

- A. Les travaux de l'audit interne du siège social.
- B. Les travaux d'un expert en bâtiment pour évaluer les constructions du siège social.
- C. Les travaux de l'expert comptable qui a révisé les comptes du siège social.
- D. Les travaux des professionnels chargés du contrôle des comptes d'une entité détenue.

Dossier : Fiscalité

Q 14. Dans une société anonyme « flash frères » d'un capital social de 500 000 dhs entièrement libéré, les associés ont effectué les avances suivantes à leur société:

Le 01/01/N, 300 000 dhs;
Le 01/07/N: 300 000 dhs.

Le taux de rémunération des avances est de 12 %

Le taux fiscalement admis pour l'année N est de 10,5%

Les intérêts à verser aux associés sont-ils de l'ordre de :

- A. 50 000.
- B. 60 000.
- ☒ C. 54 000.
- ☒ D. 54 000.

Q 15. Sont obligatoirement imposables à la TVA :

- ☒ A. les opérations de lotissement et de promotion immobilière.
- B. la location d'un immeuble non meublé.
- C. l'élevage des moutons.

D. les commerçants dont le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année précédente est $\leq$ 2.000.000 DHS

Q 16. Sont imposables à la TVA par option :

- A. les importations.
- B. les exportations.
- C. les grossistes.
- D. les petits prestataires qui réalisent un CA annuel $\leq$ 500 000 dhs

Q 17. Mr. BADR, de nationalité Française, est producteur de films. Il a procédé à la location de véhicules de transport pour les besoins du tournage de quelques scènes à « QUARZAZATE ». Le traitement fiscal de cette opération est :

- A. Exonérée ADD.
- B. Hors Champ d'application de la TVA.
- C. Exonérée SD0 avec possibilité d'option à la TVA.
- D. Exonérée ADD.

Q 18. la différence entre le régime des encaissements et le régime des débits quant au paiement de la TVA au trésor est que :

- A. Pour le régime des encaissements l'acceptation d'un effet de commerce vaut paiement de la TVA.
- ☒ B. Pour le régime des encaissements l'encaissement du montant de la facture vaut paiement de la TVA.
- C. Pour le régime des encaissements, dès qu'il y a vente de marchandises même à crédit, on doit verser la TVA au trésor.
- ☒ D. Pour le régime des encaissements l'encaissement du montant de la facture vaut paiement de la TVA.

Q 19. La société « ABOLUASSIM » fabrique des machines et revend en l'état des pièces de rechange qu'elle importe de la France. Les recettes TTC réalisées par la société en 2015 se ventilent comme suit :

N	Opérations	Montants
1	Ventes de machines au Maroc	8 280 000 ✓
2	Ventes de machines à l'exportation	7 800 000 ✓
3	Ventes de pièces de rechange au Maroc	2 400 000 ✓
4	Redevances sur brevets concédés à des filiales marocaines	240 000 ✓
5	Redevances sur brevets concédés à une filiale tunisienne	200 000 ✓
6	Intérêts des bons de trésor	100 000
7	Location nue d'immeuble d'habitation	900 000 ✓
8	Travaux d'études effectués pour l'équipement d'une usine en Libye	1 200 000 ✓
9	Montage d'une machine en Guinée	400 000 ✓
10	Ventes en exonération de TVA à des entreprises bénéficiant d'une aide publique	5000

Le prorata de cette société est:

- A. P = 75,8%